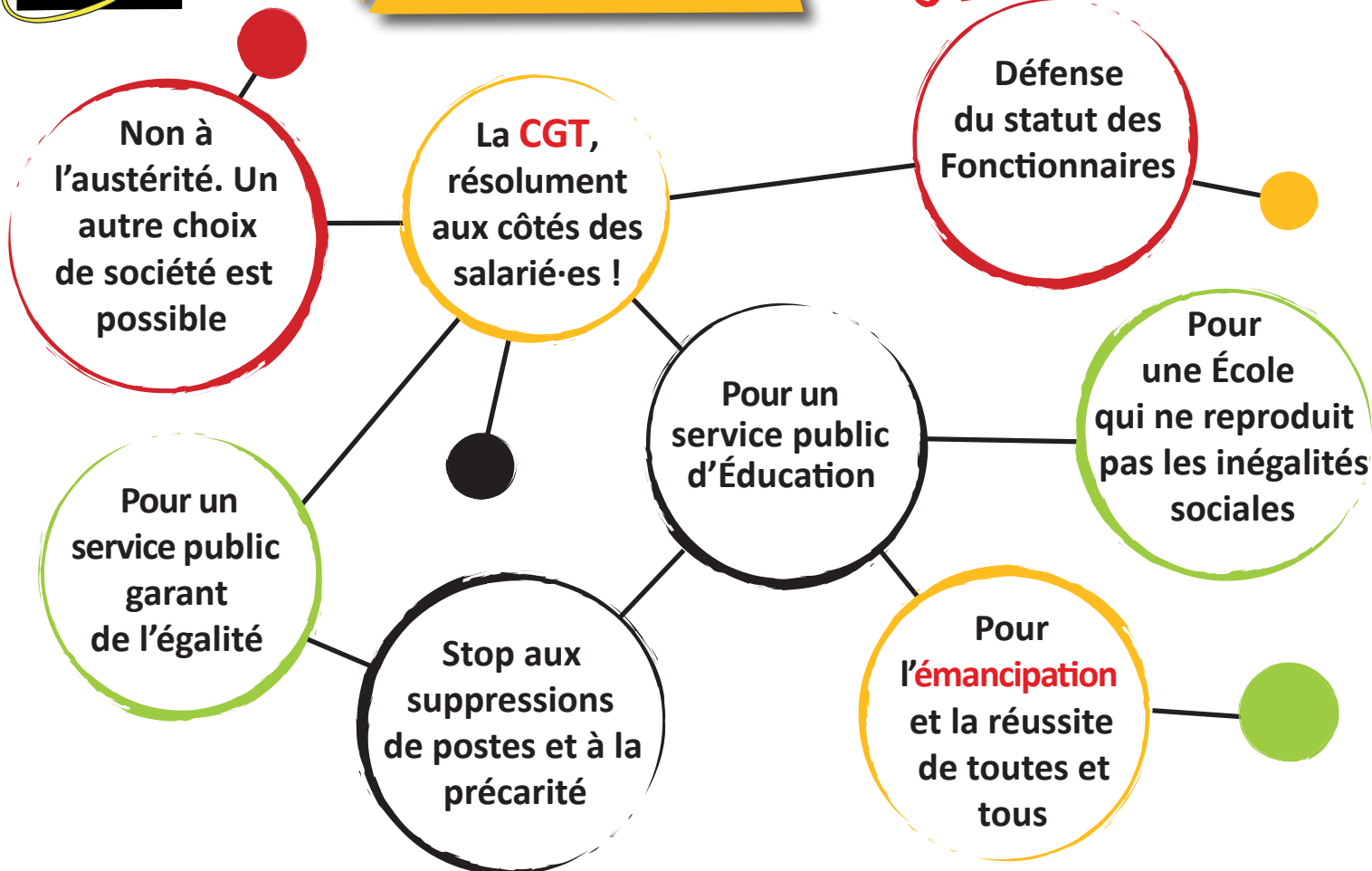


ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

de la FONCTION PUBLIQUE



AUGMENTER NOS SALAIRES !

- 🔊 Début des grilles à 1800 euros net minimum pour tous les personnels et revalorisation immédiate de 400 euros ;
- 🔊 augmentation significative et immédiate de la valeur du point d'indice ;
- 🔊 abrogation de toutes les formes de rémunération au mérite, dont le RIFSEEP et le PPCR.

AMÉLIORER NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

- 🔊 Réduction du temps de travail pour tous et toutes ;
- 🔊 des moyens pour une réelle politique de prévention pour le bien-être au travail ; suppression du jour de carence ;
- 🔊 des créations de postes pour répondre aux besoins et la titularisation immédiate des précaires sans condition de concours ni de nationalité.

GAGNER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES !

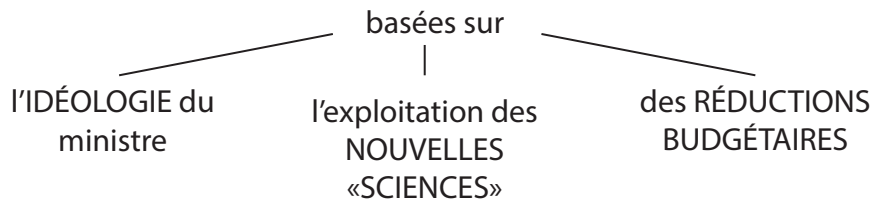
- 🔊 Égalité salariale et suppression des discriminations dans le déroulement des carrières : fin du plafond de verre ;
- 🔊 lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ;
- 🔊 mise en œuvre d'enseignements qui déconstruisent les préjugés de genre.

DIPLÔMES, QUALIFICATIONS : ÉMANCIPATION !

- 🔊 Une formation initiale délivrant une culture commune et des diplômes nationaux ;
- 🔊 des diplômes permettant l'insertion professionnelle et le libre choix des poursuites d'études ;
- 🔊 reconnaissance des qualifications, des diplômes dans les grilles salariales.



DÉCISIONS MINISTÉRIELLES



NÉGATION de l'expertise et du professionnalisme des enseignant-es

DÉGRADATION des conditions de travail

EXPLOSION du cadre collectif de travail

RESTRICTION de la liberté pédagogique

La politique Macron-Blanquer renforce, en Essonne comme ailleurs, une École à deux vitesses qui trie et sélectionne, qui accentue les déterminismes sociaux.

INCLUSION : ET SI L'ÉTAT RESPECTAIT SES ENGAGEMENTS ?

Accueillir tous les enfants à l'école est une évidence quand on est enseignant-e ! Mais le faire sans les aides indispensables à la réussite de toutes et tous, c'est opposer familles et enseignant-es, c'est dégrader nos conditions de travail et les conditions d'apprentissages des élèves.

Chrystel (PE RASED)

DÉDOUBLEMENT DES CP ET CE1 À 12 EN ÉDUCATION PRIORITAIRE

Sans moyens supplémentaires, c'est un dispositif qui dégrade les conditions de travail des autres classes : c'est la suppression des maîtres sup', le remplacement qui diminue... Quand on doit en plus s'entasser dans des locaux trop petits, mal adaptés, il faudrait surtout que les effectifs de toutes les classes diminuent.

Hugo (PE BD)

IDÉOLOGIE DU MINISTRE IMPOSÉE À TOUTE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE

En instaurant un Conseil scientifique aux seules mains des «neuroscientifiques», le ministre décide de passer au-dessus des savoir-faire des enseignant-es et des programmes pour imposer une seule méthode de lecture et son organisation du travail. Il n'y a plus de dialogue et il met tout le monde au pas. Plus que jamais, il impose une École des compétences, dangereuse pour les apprentissages.

Camille (PE Evry)

Cette École broie les personnels et cherche à les formater. Elle ne permet pas aux enseignant-es de travailler sereinement.

Pour la CGT Éduc'Action, il est urgent de changer fondamentalement cette École.

LA CGT Éduc'Action revendique :

- une réduction du temps de travail des enseignant-es et la déconnexion du temps élève (26h) du temps enseignant (18h+6h) ;
- un cadrage national de la semaine scolaire, alternance 7 à 8 semaines de classes, 2 semaines de vacances ;
- une augmentation des moyens pour garantir l'existence de toutes les écoles publiques ;
- une baisse des effectifs dans toutes les classes (20 élèves par classe et 15 en éducation prioritaire) ;

- une revalorisation de l'enseignement adapté et spécialisé (et la fin du CAPPEI) ;
- une véritable formation initiale et continue ;
- la fin de la précarité des personnels (PE contractuel-le-s, AVS, AESH...) et la création des métiers statutaires pour la prise en charge du handicap ;
- la garantie de la liberté pédagogique et la reconnaissance de notre professionnalisme.